

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 13 août 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant des dispositions relatives à l'Institut belgo-luxembourgeois du change et au Fonds monétaire", a donné le 21 août 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 13 augustus 1990 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende bepalingen met betrekking tot het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut en het Muntfonds", heeft op 21 augustus 1990 het volgende advies gegeven :

INTITULE.

Il convient de privilégier des intitulés courts. La mention du Fonds monétaire qui est concerné par un seul article du projet, ne paraît pas utile.

L'intitulé suivant est proposé :

"Loi relative à l'Institut belgo-luxembourgeois du change".

DISPOSITIF.

La division d'un dispositif en deux livres, dont le second ne comporte qu'un seul article, n'est pas dans les usages de la légistique. Elle ne se justifie pas dans le présent cas.

Article 1er.

1. Il est quelque peu irréaliste de dire qu'"Il est créé un Institut belgo-luxembourgeois du change", alors que cet organisme conserve la même structure ainsi que la même direction, et d'ajouter à l'article 8, alinéa 4, que l'Institut qui sera créé par le projet reprend les droits et engagements de l'Institut créé par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Il est, en conséquence, proposé de modifier la mission et les modes d'action de l'Institut, sans passer par sa disparition et sa résurrection.

.../...

2. Bien que le conseil d'administration de l'Institut soit composé de sept membres belges et de trois membres luxembourgeois, on ne peut considérer l'Institut comme une institution de droit international public. En effet, l'Institut est placé sous le contrôle d'un commissaire du gouvernement (belge) nommé par le Roi, sans concertation avec le grand-duché de Luxembourg.

Le Ministre des Finances belge exerce seul la tutelle. Il peut annuler les décisions de l'Institut.

Le caractère belge de l'Institut devrait être affirmé, pour lever toute équivoque éventuelle.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er". L'Institut belgo-luxembourgeois du change, créé par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, est désormais organisé et régi selon les dispositions de la présente loi.

L'Institut est un établissement public de droit belge, doté de la personnalité civile. Il a son siège à Bruxelles et dispose d'un bureau à Luxembourg".

Si ce texte est adopté, il y aura lieu d'omettre l'article 8, alinéa 4, du projet.

Article 2.

Au 2°, mieux vaudrait écrire : "... par le gouvernement belge et par le gouvernement luxembourgeois agissant...";

.../...

Article 3.Alinéa 4.

Les mots "la présence de "sont superflus et doivent être omis.

Alinéa 6.

Pour éviter toute équivoque, il serait préférable d'écrire :

"Toutefois, une proposition qui est rejetée soit par tous les membres belges présents, soit par tous les membres luxembourgeois présents, est écartée".

Article 4.

Le texte suivant est proposé :

"Sous réserve de l'article 7, l'Institut est représenté par son président ou par son vice-président ou par deux personnes mandatées par le conseil et agissant conjointement".

Article 5.

A l'alinéa 1er, l'exercice du pouvoir de suspension par le commissaire du gouvernement devrait être limité dans le temps.

.../...

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Si le Ministre des Finances n'a pas, dans les huit jours de la suspension, annulé la décision, celle-ci peut recevoir exécution".

Dans des textes analogues concernant l'exercice d'un pouvoir de tutelle, notamment dans l'article 10, § 4, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, modifié par la loi du 28 décembre 1973, le ministre a généralement le pouvoir de proroger pour un terme que la loi détermine, le délai qui lui est imparti pour statuer.

Article 6.

1. L'article n'a pas pour but d'attribuer le pouvoir réglementaire à l'Institut belgo-luxembourgeois du change. Cette attribution est prévue, par délégation du Roi, au chapitre II du projet ainsi que (ce que le projet ne dit pas expressément) à l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes.

La référence au chapitre III ne convient pas. Ce chapitre ne contient pas une attribution de pouvoir à l'Institut mais il se réfère à l'arrêté-loi précité (voir l'article 16 du projet).

Dès lors, il est proposé de remplacer les alinéas 1er et 2 par l'alinéa suivant :

.../...

"Les règlements que le Roi autorise l'Institut à prendre, conformément au chapitre II et à l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, et le règlement d'ordre intérieur sont soumis à l'approbation du Ministre des Finances".

2. L'article 10, § 4, alinéa 2, du projet réglant la publication et l'entrée en vigueur de certains règlements de l'Institut devrait être joint à l'alinéa qui précède.

En étendant aux arrêtés de l'Institut pris sur la base des pouvoirs attribués en vertu de l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes (article auquel le chapitre III du projet se réfère) l'application de l'article 10, § 4, alinéa 2, du projet, on pourrait abroger l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté précité, ce qui constituerait une simplification.

Le texte suivant est, en conséquence, proposé comme alinéa 2 de l'article 6 :

"Ces règlements sont publiés au Moniteur belge; ils sont obligatoires le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai" (1).

(1) Il convient que la date d'entrée en vigueur figure dans le règlement lui-même et ne dépende pas d'une décision du conseil, qui pourrait être publiée distinctement (cfr. article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires).

Article 8.

La deuxième phrase de l'alinéa 2 pourrait être rédigée plus clairement sous la forme suivante :

"Il est alimenté annuellement, à concurrence du montant de la dotation, par prélèvement sur les avantages et profits divers retirés par l'Etat belge des opérations de la Banque Nationale de Belgique.

L'Etat luxembourgeois supporte une part de cette dotation dans la proportion où il participe à ces avantages et profits, conformément à l'article 5 du Protocole du 9 mars 1981 relatif à l'association monétaire, conclu entre les deux Etats".

Article 10.

1. Mieux vaudrait écrire dans le texte français du paragraphe 1er, 1° : "les paiements entre les résidents et les non-résidents de l'Union...".

Dans le même 1°, il ne convient pas de considérer comme un paiement le transfert d'avoirs personnels par un résident belge, agissant pour son propre compte, de la Belgique vers l'étranger ou de l'étranger vers la Belgique. Ces opérations devraient figurer sous un numéro séparé.

.../...

2. Au 2°, devenant 3°, il ne peut s'agir d'"avoirs ... envers l'étranger". Si un intermédiaire financier est détenteur d'avoirs appartenant à des non-résidents, ce sont pour lui des dettes. D'autant qu'il s'agit en l'occurrence de monnaie, donc d'un dépôt irrégulier. On devrait écrire, pour plus de précision :

"2° les créances et les dettes non recensées en vertu du 1°, de résidents de l'Union économique belgo-luxembourgeoise vis-à-vis de non-résidents, détenues ou acquises dans l'exercice d'une activité professionnelle, ainsi que les variations et les mutations de ces créances et dettes".

Article 14.

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

Mieux vaudrait écrire, à l'alinéa 1er :

"Dans le respect des obligations internationales de la Belgique et des obligations découlant pour celle-ci de l'application du traité instituant la Communauté économique européenne, le Roi peut ...".

.../...

Article 17.

Selon l'article 17 du projet, lorsque l'Institut est chargé de la mise en oeuvre du contrôle des changes, le Roi fixe le montant des "redevances" à percevoir par l'Institut sur les opérations soumises à son contrôle.

Trois critères distinguent la redevance de l'impôt :

1° La redevance doit être la contrepartie immédiate d'un service et être proportionnée au coût de celui-ci.

En l'espèce, rien ne permet d'affirmer que les redevables, dont les opérations seront soumises au contrôle de l'Institut, seraient les bénéficiaires d'un service. A supposer même qu'il en soit ainsi, l'habilitation donnée au Roi étant particulièrement large, Celui-ci pourrait fixer un taux de perception qui ne serait pas proportionné au coût du service rendu.

2° La redevance doit également être la contrepartie d'un service fourni spécialement au redevable et non à la collectivité tout entière.

Il résulte des dispositions de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes que l'Institut exerce cette mission au bénéfice de la collectivité et non des seuls redevables.

3° La redevance doit enfin être la contrepartie d'un service auquel il a été recouru volontairement. Selon

.../...

la doctrine et la jurisprudence dominantes, il s'agit là d'un critère essentiel de la notion de redevance (1).

L'Institut exerce sa mission de contrôle d'office et unilatéralement, et non à la demande de ceux qui entendent se livrer aux opérations visées par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Le prélèvement prévu par l'article 17 du projet ne répond à aucun de ces trois critères. Il ne s'agit dès lors pas d'une redevance mais d'un impôt. C'est au législateur lui-même qu'il appartient d'en fixer l'assiette et le taux.

L'article doit donc être fondamentalement revu.

Article 18.

La division en paragraphes ne se justifie pas, ceux-ci ne comportant qu'un alinéa.

Les mots : "à la date d'entrée en vigueur de la présente loi" sont superflus.

(1) Voir J. DE MEYER, Impôts et rétributions, polycopié; J.M. VAN BOL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires. Le cas de la politique de l'environnement, A.P.T., 1986, pp. 257 à 268, spéc. n°s 11 et 12; Cass. 5 mars 1888, Pas., I, p. 109; Cass. 20 novembre 1972, Pas. 1973, I, p. 279; Cass. 20 février 1986, J.T., 1986, p. 455; Conseil d'Etat, S.P.R.L. STAES, n° 21.061, du 24 mars 1981.

Les paragraphes 1er et 2 devraient être fusionnés ainsi qu'il suit :

"Sont abrogés :

- 1° l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 créant un Institut belgo-luxembourgeois du change;
- 2° l'article 2, alinéa 4, et l'article 4 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes".

Article 19.

La frappe de monnaies d'or, au moyen de l'or détenu par la Banque Nationale de Belgique, dégage un profit comptable important, cet or étant toujours comptabilisé à sa valeur d'avant-guerre.

Si, comme le fonctionnaire délégué l'a confirmé, les auteurs du projet visaient la disposition du profit réel de l'opération, il faudrait déduire la valeur de l'or utilisé et non le prix versé à la Banque Nationale.

Le texte manque de la précision la plus élémentaire quant à la désignation des bénéficiaires de la plus-value comptabilisée. L'exposé des motifs fournit, à cet égard, des indications qui gagneraient à être transposées dans le dispositif du projet lui-même.

.../...

L'article devrait également être plus précis quant aux critères et aux modalités procédurales d'attribution de la plus-value.

Au demeurant, la distribution de fonds appartenant à l'Etat doit être consignée au budget et dans les comptes, conformément à l'article 115 de la Constitution. Le Parlement doit conserver le pouvoir de déterminer chaque année la partie du boni réalisé qu'il consent à voir distribuer.

L'article doit donc être fondamentalement revu.

OBSERVATION FINALE.

Dans l'emploi des majuscules, le projet s'écarte du bon usage de la langue française. Il les multiplie à l'excès. Il y a lieu d'écrire, par exemple : "Institut belgo-luxembourgeois du change", "conseil (d'administration)", "Institut monétaire luxembourgeois", "commissaire du gouvernement", "ministre des Finances des deux Etats".

Aussi en néerlandais, il se recommande d'écrire "raad (van bestuur)" et "regeringscommissaris" avec une minuscule.

OPSCHRIFT.

Korte opschriften behoren voorrang te krijgen. Het lijkt niet nuttig melding te maken van het Muntfonds, dat in slechts één artikel van het ontwerp aan de orde is.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Wet betreffende het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut".

BEPALEND GEDEELTE.

Wetgevingstechnisch is het niet gebruikelijk een bepalend gedeelte in te delen in twee boeken, waarvan het tweede slechts één enkel artikel bevat. Zo'n indeling is in het onderhavige geval niet gewettigd.

Artikel 1.

1. Het is nogal onrealistisch te stellen dat "er ... een Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut (wordt) opgericht", terwijl die instelling dezelfde structuur en dezelfde directie behoudt, en verder in artikel 8, vierde lid, te bepalen dat het Instituut, dat bij het ontwerp zal worden opgericht, de rechten en verbintenissen van het bij de besluitwet van 6 oktober 1944 opgerichte Instituut overneemt.

.../...

Er wordt bijgevolg voorgesteld de opdrachten en de handelwijzen van het Instituut te wijzigen zonder dat het verdwijnt en opnieuw tot leven wordt gebracht.

2. Hoewel de raad van bestuur van het Instituut uit zeven Belgische en drie Luxemburgse leden bestaat, kan het Instituut niet als een internationaal publiekrechtelijke instelling worden beschouwd. Het Instituut staat immers onder toezicht van een (Belgische) regeringscommissaris die benoemd wordt door de Koning zonder dat daarover overleg wordt gepleegd met het Groothertogdom Luxemburg.

Het toezicht berust alleen bij de Belgische Minister van Financiën. Deze kan de beslissingen van het Instituut vernietigen.

Opdat er geen twijfel zal bestaan, zou duidelijk tot uiting moeten worden gebracht dat het Instituut een Belgische signatuur draagt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1. Het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut, opgericht bij de besluitwet van 6 oktober 1944, wordt voortaan geregeld door en valt voortaan onder de toepassing van de bepalingen van deze wet.

Het Instituut is een openbare instelling naar Belgisch recht met rechtspersoonlijkheid. Het heeft zijn zetel te Brussel en beschikt over een kantoor te Luxemburg".

.../...

Indien deze tekst wordt goedgekeurd, moet artikel 8, vierde lid, van het ontwerp vervallen.

Artikel 2.

In 2° zou het beter zijn te schrijven : "... de Belgische regering en de Luxemburgse regering ...".

Artikel 3.

Vierde lid.

Het lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"De Raad houdt op geldige wijze zitting wanneer de meerderheid van zijn leden en ten minste één Luxemburgs lid aanwezig zijn".

Zesde lid.

Wil men enig misverstand vermijden, dan zou het beter zijn te schrijven :

"Een voorstel dat door alle aanwezige Belgische leden of door alle aanwezige Luxemburgse leden wordt verworpen, is evenwel afgewezen".

Artikel 4.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Onder voorbehoud van artikel 7, wordt het Instituut vertegenwoordigd door zijn voorzitter of zijn ondervoorzitter, of door twee personen die gemachtigd zijn door de raad en gezamenlijk handelen".

Artikel 5.

In het eerste lid zou de uitoefening van de schorsingsbevoegdheid door de regeringscommissaris in de tijd moeten worden beperkt.

Voor het tweede lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Indien de Minister van Financiën de beslissing niet heeft vernietigd binnen acht dagen na de schorsing, mag de beslissing worden uitgevoerd".

In gelijksoortige teksten die betrekking hebben op de uitoefening van een bevoegdheid tot toezicht, inzonderheid in artikel 10, § 4, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de wet van 28 december 1973, mag de minister in het algemeen de termijn die hem is toegemeten om een uitspraak te doen, met een door de wet bepaalde termijn verlengen.

Artikel 6.

1. Het artikel is er niet op gericht aan het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut verordeningsbevoegdheid te verlenen. Die bevoegdheid wordt, via het opdragen van

bevoegdheid door de Koning, verleend in hoofdstuk II van het ontwerp en (hetgeen het ontwerp niet uitdrukkelijk zegt) in artikel 2 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de controle op de wissel.

De verwijzing naar hoofdstuk III is niet dienstig. In dat hoofdstuk is er geen sprake van het opdragen van bevoegdheid aan het Instituut, maar wordt verwezen naar de eerder genoemde besluitwet (zie artikel 16 van het ontwerp).

Er wordt derhalve voorgesteld het eerste en het tweede lid te vervangen door het volgende lid :

"De reglementen tot het vaststellen waarvan het Instituut door de Koning gemachtigd wordt overeenkomstig hoofdstuk II en artikel 2 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de controle op de wissel en het reglement van orde behoeven de goedkeuring van de Minister van Financiën".

2. Artikel 10, § 4, tweede lid, van het ontwerp, dat de bekendmaking en de inwerkingtreding van sommige reglementen van het Instituut regelt, zou bij het vorige lid moeten worden gevoegd.

Door artikel 10, § 4, tweede lid, van het ontwerp mede van toepassing te maken op de besluiten van het Instituut die worden genomen op basis van de bevoegdheden verleend krachtens artikel 2 van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de controle op de wissel (naar welk artikel in hoofdstuk III van het ontwerp wordt verwezen), zou arti-

.../...

kel 2, vierde lid, van het eerder genoemde besluit opgeheven kunnen worden, hetgeen een vereenvoudiging zou betekenen.

Bijgevolg wordt de volgende tekst voorgesteld als tweede lid van artikel 6 :

"Die reglementen worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad; ze worden bindend de tiende dag na de bekendmaking, tenzij ze een andere termijn bepalen" (1).

Artikel 8.

De tweede zin van het tweede lid zou duidelijker kunnen worden geredigeerd en als volgt luiden :

"Het fonds wordt jaarlijks voor het bedrag van de dotatie gestijfd door een inhouding op de verschillende voordelen en winsten die de Belgische Staat haalt uit de verrichtingen van de Nationale Bank van België.

De Luxemburgse Staat neemt een deel van die dotatie voor zijn rekening in de verhouding waarin hij in die voordelen en winsten deelt overeenkomstig artikel 5 van het tussen beide Staten overeengekomen Protocol van 9 maart 1981 met betrekking tot de monetaire associatie".

(1) De datum van inwerkingtreding behoort in het reglement zelf te worden vermeld en mag niet afhankelijk zijn van een beslissing van de raad, die afzonderlijk zou kunnen worden bekendgemaakt (cf. artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerking-treden van wetten en verordeningen).

Artikel 10.

1. Het zou beter zijn in de tekst van paragraaf 1, 1°, te schrijven : "de betalingen tussen ingezetenen en niet-ingezetenen van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, die geschieden door ...".

In diezelfde bepaling onder 1° is het niet dienstig om het overmaken van persoonlijke tegoeden door een Belgische ingezetene die voor eigen rekening handelt, van België naar het buitenland of van het buitenland naar België, als een betaling te beschouwen. Die verrichtingen zouden onder een apart nummer moeten komen.

2. In de bepaling onder 2°, die 3° wordt, kan er geen sprake zijn van "tegoeden ... tegenover het buitenland". Als een financieel tussenpersoon tegoeden houdt die toebehoren aan niet-ingezetenen, zijn dat voor hem schulden, aangezien het in dit geval gaat om geld, dus een onregelmatig deposito. Voor alle duidelijkheid zou moeten worden geschreven :

"2° de schuldvorderingen en schulden die niet geïnventariseerd zijn krachtens de bepaling onder 1° en die ingezetenen van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie tegenover niet-ingezetenen houden of verwerven bij de uitoefening van een beroepswerkzaamheid, alsook de veranderingen in de aard en het bedrag van die schuldvorderingen en schulden".

.../...

Artikel 14.

De inleidende volzin zou aldus gesteld moeten worden :

"Met geldboete van 26 frank tot 10.000 frank wordt gestraft :".

Artikel 16.

In het eerste lid zou beter worden geschreven :

"Met inachtneming van de internationale verplichtingen van België en van de verplichtingen die voor België voortvloeien uit de toepassing van het verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, kan de Koning aan het Instituut een willekeurige opdracht geven ...".

Artikel 17.

Volgens artikel 17 van het ontwerp bepaalt de Koning, wanneer het Instituut een opdracht inzake deviezencontrole krijgt, het bedrag van de "retributie" die het Instituut int op de transacties die aan zijn toezicht zijn onderworpen.

Drie criteria onderscheiden de retributie van de belasting :

.../...

1° Een retributie moet een onmiddellijke tegenprestatie zijn voor een dienst en in verhouding staan tot de kostprijs van die dienst.

In dit geval is er geen enkele grond om aan te nemen dat ten behoeve van de schuldenaars van de retributie wier verrichtingen aan het toezicht van het Instituut zullen worden onderworpen, een dienst wordt verstrekt. Zelfs gesteld dat dit zo is, dan zou de Koning, aangezien de Hem verleende machtiging bijzonder ruim is, een heffingsgrondslag kunnen vaststellen die niet in verhouding staat tot de kostprijs van de verstrekte dienst.

2° Een retributie moet ook een tegenprestatie zijn voor een dienst die speciaal aan de schuldenaar van de retributie en niet aan de hele gemeenschap is verstrekt.

Uit de bepalingen van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de controle op de wissel blijkt dat het Instituut die opdracht vervult ten voordele van de gemeenschap en niet ten voordele van de schuldenaars van de retributie alleen.

3° Ten slotte moet een retributie een tegenprestatie zijn voor een dienst waarop uit eigen beweging een beroep is gedaan. Volgens de heersende rechtsleer en

.../...

rechtspraak is dat een essentieel criterium voor het begrip "retributie" (1).

Het Instituut vervult zijn toezichthoudende opdracht van ambtswege en eenzijdig en niet op verzoek van degenen die zich willen onderwerpen aan de verrichtingen bedoeld in de besluitwet van 6 oktober 1944.

De in artikel 17 van het ontwerp bepaalde heffing voldoet aan geen van die drie criteria. Het is dus geen retributie maar een belasting. Het is de taak van de wetgever zelf om de belastinggrondslag en de belastingvoet vast te stellen.

Het artikel moet dus grondig worden herzien.

Artikel 18.

Er is geen reden om het artikel in te delen in paragrafen aangezien deze maar uit één lid bestaan.

(1) Zie J. DE MEYER, Impôts et rétributions, gestencild; J.M. VAN BOL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires. Le cas de la politique de l'environnement, A.P.T., 1986, blz. 257 tot 268, spec. nrs. 11 en 12; Cass. 5 maart 1888, Pas., I, blz. 109; Cass. 20 november 1972, Pas. 1973, I, blz. 279; Cass. 20 februari 1986, J.T., 1986, blz. 455; Raad van State, P.V.B.A. STAES, nr. 21.061 van 24 maart 1981.

De woorden "vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet" zijn overbodig.

De paragrafen 1 en 2 zouden moeten worden samengevoegd als volgt :

"Opgeheven worden :

- 1° de besluitwet van 6 oktober 1944 tot oprichting van een Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel;
- 2° artikel 2, vierde lid, en artikel 4, van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de controle op de wissel".

Artikel 19.

Uit het slaan van gouden munten met het goud dat de Nationale Bank van België heeft, komt een aanzienlijke boekhoudkundige winst voort aangezien dat goud nog steeds te boek is gesteld tegen zijn vooroorlogse waarde.

Als de stellers van het ontwerp, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, het beschikken over de reële winst van de verrichting beogen, zou de waarde van het gebruikte goud moeten worden afgetrokken en niet de prijs die aan de Nationale Bank is betaald.

Het ontbreekt de tekst aan de meest elementaire duidelijkheid wat het aanwijzen van de begunstigden van de geboekte meerwaarde betreft. De memorie van toelichting

.../...

geeft daaromtrent aanwijzingen die beter in het bepalend gedeelte van het ontwerp zelf zouden worden verwerkt.

Het artikel zou ook nadere bepalingen moeten bevatten omtrent de criteria en de procedure voor het toewijzen van de meerwaarde.

De verdeling van geld dat aan de Staat toebehoort moet trouwens op de begroting en in de rekeningen worden gebracht overeenkomstig artikel 115 van de Grondwet. Het Parlement moet de bevoegdheid behouden om elk jaar het deel van de gemaakte winst dat het wil laten verdelen, te bepalen.

Het artikel moet dus grondig worden herzien.

SLOTOPMERKING.

Door een overdadig gebruik van hoofdletters wijkt het ontwerp af van het correcte Franse taalgebruik. Er dient bijvoorbeeld te worden geschreven : "Institut belgo-luxembourgeois du change", "conseil (d'administration)", "Institut monétaire luxembourgeois", "commissaire du gouvernement", "ministre des Finances des deux Etats". Ook in het Nederlands verdient het aanbeveling om "raad (van bestuur)" en "regeringscommissaris" met een kleine letter te schrijven.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

président,
voorzitter,

J.-C. GEUS,
M. LEROY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier
griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

P. TAPIE.